

# La Banque Scotia enregistre de solides résultats au troisième trimestre

Chiffres clés du troisième trimestre par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Bénéfice par action (dilué) de 1,02 \$, une progression de 10 % par rapport à 0,93 \$
- Bénéfice net de 1,03 milliard de dollars, en hausse de 10 % par rapport à 936 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 22,7 %, comparativement à 22,8 %
- Ratio de productivité de 53,0 %, une amélioration par rapport à 53,8 %

**Toronto, le 28 août 2007** – Aujourd'hui, la Banque Scotia a annoncé un bénéfice net presque record de 1 032 millions de dollars pour le troisième trimestre, comparativement à 936 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Par rapport à celui de 1 039 millions de dollars du trimestre précédent, le bénéfice net a légèrement fléchi, et ce, essentiellement en raison de l'incidence négative de la conversion des devises et de la baisse des recouvrements d'intérêts et de pertes sur prêts.

Le bénéfice par action (dilué) s'est accru de 10 % en regard de celui d'il y a un an, passant ainsi de 0,93 \$ à 1,02 \$, et le rendement des capitaux propres est demeuré solide à 22,7 %. Exclusion faite d'un recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée que les Opérations internationales avaient inscrit au trimestre correspondant de l'exercice précédent, le bénéfice par action (dilué) a progressé de 16 %.

«Une fois encore au troisième trimestre, nos trois grands secteurs d'activité ont été source de croissance», a déclaré M. Rick Waugh, président et chef de la direction de la Banque Scotia. «Leur performance confirme que nous parvenons à diversifier nos activités et à investir dans des projets visant l'expansion à long terme tout en continuant d'enregistrer d'excellents résultats trimestriels.»

«Le Réseau canadien, qui inclut les activités de gestion de patrimoine, a eu une très bonne performance ce trimestre, augmentant fortement ses actifs et ses revenus. Cette amélioration de nos résultats a été particulièrement satisfaisante alors que nous avons continué d'investir afin de fidéliser nos clients et d'en recruter de nouveaux, et ainsi stimuler la croissance future. Nous avons notamment investi dans des programmes de commercialisation, dans l'inauguration de nouvelles

succursales ainsi que dans la formation et le recrutement accrus du personnel de vente et de service à la clientèle. Nous sommes très satisfaits de l'apport croissant des activités de gestion de patrimoine à l'ensemble de nos résultats au pays.

«Les entreprises hautement diversifiées de Scotia Capitaux lui ont permis d'enregistrer de très bons résultats au troisième trimestre grâce à l'amélioration des résultats des activités de transaction et à la forte demande de prêts de nos clients américains et canadiens.

«Compte non tenu de la taxe sur la valeur ajoutée que ce secteur avait recouvrée au même trimestre un an plus tôt, les Opérations internationales ont réalisé une saine croissance. Les établissements au Pérou, dans les Antilles, en Amérique centrale et au Chili ont tous inscrit de bons résultats. Nous continuons d'aller de l'avant avec notre stratégie d'expansion des activités internationales et nos investissements dans celles-ci et, depuis le trimestre précédent, nous avons ouvert de nouvelles succursales dans plusieurs pays, lancé de nouveaux produits et parachevé notre investissement en Thaïlande.

«Bien que la conjoncture et les marchés des capitaux soient plus incertains qu'ils ne l'étaient au début de l'exercice, la Banque est bien placée pour faire face aux incertitudes du marché et poursuivre ses stratégies de croissance à court et à long terme. Cette confiance lui vient de sa rentabilité élevée et de son accès aux marchés des capitaux, de ses diverses sources de liquidité, de sa compétence reconnue en matière de gestion du risque et de la grande diversification de ses activités. Par conséquent, la Banque devrait être en mesure d'atteindre les cibles les plus élevées de ses objectifs de performance pour l'exercice en cours et être bien placée pour poursuivre sa croissance dans les années à venir.»

**T3**  
2 0 0 7

Résultats cumulatifs par rapport aux principaux objectifs financiers et opérationnels de 2007 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)<sup>1)</sup> se situant entre 20 % et 23 %. Pour les neuf mois à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 23,2 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. D'un exercice sur l'autre, la croissance du bénéfice par action a été de 15 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité<sup>1)</sup> inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 53,5 % pour les neuf premiers mois.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 9,7 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide, selon les normes canadiennes et internationales.

<sup>1)</sup> Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Se reporter aux renseignements à la page 28.



	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<i>(non vérifié)</i>					
<b>Résultats d'exploitation (en millions de dollars)</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>1 812</b>	1 794	1 716	<b>5 382</b>	4 756
Revenu d'intérêts net (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>1 913</b>	1 903	1 816	<b>5 697</b>	5 065
Total des revenus	<b>3 201</b>	3 102	2 889	<b>9 412</b>	8 340
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>3 302</b>	3 211	2 989	<b>9 727</b>	8 649
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>92</b>	20	74	<b>175</b>	184
Frais autres que d'intérêts	<b>1 752</b>	1 726	1 608	<b>5 202</b>	4 735
Charge d'impôts	<b>296</b>	286	244	<b>859</b>	669
Charge d'impôts (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>397</b>	395	344	<b>1 174</b>	978
Bénéfice net	<b>1 032</b>	1 039	936	<b>3 091</b>	2 682
Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires	<b>1 016</b>	1 028	928	<b>3 056</b>	2 659
<b>Rendement de l'exploitation</b>					
Bénéfice de base par action (en dollars)	<b>1,03</b>	1,04	0,94	<b>3,09</b>	2,69
Bénéfice dilué par action (en dollars)	<b>1,02</b>	1,03	0,93	<b>3,06</b>	2,66
Rendement des capitaux propres (en pourcentage) <sup>1)</sup>	<b>22,7</b>	23,4	22,8	<b>23,2</b>	22,5
Ratio de productivité (en pourcentage) (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>53,0</b>	53,8	53,8	<b>53,5</b>	54,7
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (en pourcentage) (BMEF <sup>1)</sup> )	<b>1,86</b>	1,93	1,98	<b>1,90</b>	1,98
<b>Données du bilan (en millions de dollars)</b>					
Liquidités et titres	<b>121 633</b>	131 296	115 506		
Prêts et acceptations <sup>2)</sup>	<b>233 004</b>	226 310	202 859		
Total de l'actif	<b>408 115</b>	411 710	364 981		
Dépôts	<b>286 985</b>	291 603	255 225		
Actions privilégiées	<b>1 290</b>	1 290	600		
Avoir des actionnaires ordinaires	<b>18 377</b>	18 705	16 468		
Actifs sous administration	<b>198 786</b>	208 426	180 941		
Actifs sous gestion	<b>31 031</b>	30 448	26 550		
<b>Mesures du capital</b>					
Coefficient du capital de catégorie 1 (en pourcentage)	<b>9,7</b>	10,1	10,0		
Coefficient du capital total (en pourcentage)	<b>10,6</b>	11,4	11,6		
Coefficient de l'avoir corporel des actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque <sup>1)</sup> (en pourcentage)	<b>7,7</b>	8,0	8,4		
Actif pondéré en fonction du risque (en millions de dollars)	<b>219 771</b>	213 078	190 332		
<b>Qualité du crédit</b>					
Montant net des prêts douteux <sup>4)</sup> (en millions de dollars)	<b>584</b>	579	479		
Provision générale pour pertes sur créances (en millions de dollars)	<b>1 298</b>	1 298	1 330		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations <sup>2) 4)</sup>	<b>0,25</b>	0,26	0,24		
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisée) <sup>2)</sup>	<b>0,16</b>	0,08	0,15	<b>0,12</b>	0,13
<b>Données sur les actions ordinaires</b>					
Cours de l'action (en dollars)					
Haut	<b>54,67</b>	54,73	47,24	<b>54,73</b>	49,80
Bas	<b>48,91</b>	49,34	41,55	<b>48,80</b>	41,55
Clôture	<b>49,45</b>	53,39	45,55		
Actions en circulation (en millions)					
Moyenne (de base)	<b>988</b>	992	988	<b>990</b>	988
Moyenne (diluée)	<b>996</b>	1 001	999	<b>999</b>	1 001
Fin de la période	<b>982</b>	990	988		
Dividendes par action (en dollars)	<b>0,45</b>	0,42	0,39	<b>1,29</b>	1,11
Rendement de l'action (en pourcentage)	<b>3,5</b>	3,2	3,5	<b>3,3</b>	3,2
Ratio de distribution <sup>5)</sup> (en pourcentage)	<b>43,7</b>	40,6	41,5	<b>41,8</b>	41,3
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	<b>48 578</b>	52 840	45 022		
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	<b>18,71</b>	18,90	16,66		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	<b>2,6</b>	2,8	2,7		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	<b>12,4</b>	13,7	13,0		
<b>Autres données</b>					
Employés	<b>55 994</b>	54 908	52 232		
Succursales et bureaux	<b>2 289</b>	2 242	2 147		

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été retraités, le cas échéant, pour correspondre à la présentation de la période en cours.

3) Les données du bilan et les coefficients connexes ont été retraités, s'il y a lieu, pour tenir compte de la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires parissant à la page 25.

4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires pour la période.

## Stratégies de réussite

Une fois encore, la Banque Scotia a enregistré d'excellents résultats trimestriels parce qu'elle a su mettre de l'avant des stratégies qui comblent véritablement les besoins de ses intéressés et la rapprochent de son objectif, soit devenir la meilleure société canadienne de services financiers à l'échelle internationale.

Nous conservons notre modèle de gestion axé sur trois secteurs d'activité vigoureux et nous nous employons à faire croître nos activités tout en maintenant un fort niveau de diversification. Nos secteurs d'activité et nos principales fonctions de soutien ont réalisé d'importants progrès à l'égard des trois grandes priorités pour 2007, à savoir la croissance durable des revenus, ce qui signifie à la fois des mesures d'expansion interne et des acquisitions, la gestion efficace de notre capital et le leadership.

En ce qui a trait au Réseau canadien, nous nous efforçons de resserrer nos relations. La petite entreprise nous semble être un créneau offrant de bonnes possibilités de croissance. Ainsi, nous avons, en mai dernier, lancé le Plan Démarrage Scotia *pour entreprise*<sup>MC</sup>, qui propose une gamme complète de solutions bancaires pouvant aider les entrepreneurs et les petites entreprises à mettre sur pied de nouveaux projets et à connaître le succès.

Pour ce qui est du secteur Opérations internationales, nous poursuivons nos efforts visant la croissance interne par des alliances et des acquisitions stratégiques. Nous avons mené à terme l'opération annoncée au deuxième trimestre et avons ainsi acquis une participation initiale de 24,99 % dans Thanachart Bank, huitième banque en importance et principale société de prêts automobiles de la Thaïlande. Cette acquisition permettra d'exploiter les forces de nos deux entreprises et de tirer parti de notre grande expérience en matière d'investissement stratégique dans des marchés à fort potentiel. En Jamaïque et aux Bahamas, nous avons lancé les cartes Scotiabank MasterCard Business Card et Scotiabank/AAdvantage Business Executive MasterCard, cartes qui permettront

aux petites et moyennes entreprises d'avoir plus aisément accès à du crédit.

En ce qui a trait à Scotia Capitaux, nous continuons de miser sur les produits offerts dans les pays de l'ALENA. Scotia Capital Mexico a été nommée chef de file d'un financement de 900 millions de dollars US devant servir à l'acquisition de Porcelanite Holding, S.A. de C.V. par Grupo Lamosa, S.A.B. de C.V. La tranche garantie de premier rang de 675 millions de dollars US de ce financement est, de tout temps, la plus importante facilité consortiale pour laquelle Scotia Capitaux ait jamais agi comme chef de file au Mexique.

Notre centre de contact clientèle de Calgary a récemment obtenu la distinction «platine» du Contact Centre Employer of Choice<sup>®</sup>, ce qui signifie qu'il a été jugé comme étant, pour des employés, l'un des meilleurs centres de contact clientèle au pays. Le centre de contact clientèle de Toronto avait reçu la même distinction l'an dernier. De tels honneurs confirment que les efforts que nous déployons pour faire de la Banque Scotia un employeur recherché qui offre des carrières enrichissantes portent fruit et que nous avons raison de croire que la satisfaction de la clientèle dépend en grande partie de celle du personnel.

À l'aube du dernier trimestre de l'exercice 2007, nous sommes convaincus que nous continuerons de réaliser un bon rendement au chapitre du bénéfice et que nous atteindrons les objectifs financiers et opérationnels que nous avons établis pour cet exercice. Nous sommes également bien placés pour poursuivre notre croissance en 2008.

Le président et chef de la direction,

Rick Waugh

## Objectifs 2007 – Notre tableau de bord équilibré

### Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice par action dilué
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

### Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

### Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

### Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Amélioration de la diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

**Réseau canadien**

- Nous continuons d'élargir notre réseau de distribution afin de mieux servir nos clients existants et d'en recruter de nouveaux. Au cours du trimestre, nous avons inauguré sept nouvelles succursales dans des marchés en forte croissance, succursales qui se sont ajoutées aux neuf autres que nous avons ouvertes dans la première moitié de 2007. Nous prévoyons ouvrir un total de 35 succursales durant l'exercice. Depuis 2006, notre programme d'expansion s'est soldé par l'ajout de 31 succursales et de 71 GAB ainsi que par la création de près de 300 postes dans les secteurs de la vente et du service à la clientèle.
- SCÈNE, notre programme de récompense axé sur le divertissement, est le premier programme de fidélisation du genre au Canada. Ce programme remporte un vif succès depuis son lancement au premier trimestre, lequel dépasse largement nos attentes. Ses membres utilisent leurs cartes de débit et de crédit SCÈNE de la Banque Scotia pour gagner des points échangeables contre des billets de cinéma et d'autres récompenses liées au divertissement.
- Soucieuse d'aider ses clients à connaître la réussite financière, la Banque Scotia a lancé un programme innovateur pour le démarrage d'entreprises appelé le Plan Démarrage Scotia pour *entreprise<sup>MC</sup>*. Ce programme aide les nouvelles entreprises à démarrer leurs activités en leur offrant des remises sur les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, un exemplaire gratuit du logiciel de comptabilité QuickBooks EasyStart ainsi que d'autres ressources pratiques, notamment un outil perfectionné de rédaction de plans de gestion appelé le Rédacteur de plan de gestion Scotia pour entreprise.

**Opérations internationales**

- La Banque Scotia continue d'être honorée pour son engagement envers l'excellence des services bancaires. Le magazine *Global Finance* a décerné à Scotiabank de Costa Rica le titre de meilleure banque des marchés émergents. Cette distinction est attribuée aux banques qui proposent constamment des services de haut calibre et qui sont dotées des caractéristiques qui devraient guider les grandes entreprises dans le choix d'un établissement bancaire.
- Nous avons parachevé l'acquisition initiale d'une participation de 24,99 % dans Thanachart Bank, huitième banque en importance et principale société de prêts automobiles de la Thaïlande. Grâce à la gamme complète de services financiers que cette banque propose et à plus de 150 succursales situées partout dans ce pays, notre investissement nous procurera d'excellentes occasions de croissance en Thaïlande.
- Scotiabank Mexico et Transactions bancaires mondiales ont lancé avec succès le TRADEXPRESS elite, un service Internet de financement du commerce international. À l'instar de celles de 28 autres pays, toutes les entreprises mexicaines qui traitent avec nous peuvent désormais se prévaloir de ce service.

- Grâce aux efforts concertés de l'équipe des services aux grandes entreprises de Scotiabank de Puerto Rico et du groupe des finances publiques de Scotia Capitaux à New York, la Banque Scotia a agi comme chef de file du montage d'une facilité de crédit renouvelable de 1,5 milliard de dollars US pour le compte du Commonwealth de Porto Rico. La Banque a été chargée du montage d'une telle facilité pour une deuxième année consécutive, et ce mandat a été le quatrième d'une valeur d'au moins 1 milliard de dollars que lui a confié le Commonwealth de Porto Rico au cours des 18 derniers mois.

**Scotia Capitaux**

- L'Institute for Competitiveness and Prosperity, qui est l'organisme de recherche du groupe de travail ontarien Task Force on Competitiveness, Prosperity and Economic Progress, a nommé ScotiaMocatta l'un des leaders mondiaux du Canada.
- Scotia Capitaux a agi comme conseiller financier de CanWest Global Communications Corp. dans le cadre de la privatisation, au coût de 495 millions de dollars, du fonds de revenu CanWest MediaWorks. En rapport avec cette opération, Scotia Capitaux a mené à bien plusieurs opérations de placement agissant comme chef de file et teneur de livres pour le montage de facilités bancaires de 1,3 milliard de dollars, comme teneur de livres conjoint de l'émission de 400 millions de dollars US d'effets subordonnés de premier rang et comme unique conseiller à l'égard des couvertures.
- Scotia Capital Mexico a été nommée chef de file d'un financement devant servir à l'acquisition de Porcelanite Holding, S.A. de C.V. par Grupo Lamosa, S.A.B. de C.V. Ce financement a inclus une facilité consortiale garantie de premier rang de 675 millions de dollars US, soit la plus importante facilité consortiale pour laquelle Scotia Capital Mexico ait jamais agi comme chef de file.

**Faits saillants concernant le personnel**

- Scotia Bravo, notre programme de reconnaissance et de récompense des employés, a été honoré dans le cadre du gala Employer of Choice Marketing Awards, événement parrainé par working.com et par l'association Recognition Professionals International. Une telle distinction confirme que les efforts que nous déployons pour faire de la Banque Scotia un employeur de choix qui offre des carrières enrichissantes portent fruit et que nous avons raison de croire que la satisfaction de la clientèle dépend en grande partie de celle du personnel.

**Engagement dans la collectivité**

- Le 5 juin, le Centre de recherche de la Banque Scotia a été inauguré au Quai 21, un lieu historique national situé à Halifax. Souhaitant commémorer ses 175 années d'existence et célébrer sa grande diversité, la Banque a créé ce centre en remettant un don au Quai 21. Avec des collections qui renferment des milliers d'histoires d'immigrants, de photographies, de documents et d'enregistrements sonores, ce centre constitue un lieu privilégié pour préserver le passé au profit des générations futures.

**Déclarations prospectives** Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et de toute autre loi canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «projeter», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» et d'autres expressions similaires, ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationales; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique du rapport de gestion débutant à la page 53 du Rapport annuel 2006 de la Banque.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se rattachent à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer son rendement, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se trouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 17. Leur définition est donnée ci-après.

### Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale («BMEF»). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres comptabilisés dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque Scotia. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'élevait à 101 millions de dollars, contre 100 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 109 millions de dollars au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, le montant de la majoration au titre de la BMEF s'élevait à 315 millions de dollars, contre 309 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés du montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans la catégorie «Autres».

### Ratio de productivité («BMEF»)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio indique, en pourcentage, les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

### Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen («BMEF»)

Ce ratio indique le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total de l'actif moyen.

### Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables portant sur les instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés dans une nouvelle composante des capitaux propres. Ces éléments n'ont aucune incidence sur le bénéfice déclaré pour la période. Par conséquent, la Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à partir de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires, en excluant :

- les gains et les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, et
- les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

### Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de communication interne de l'information, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le montant réparti est communément appelé capital économique.

Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total de ses capitaux propres est constaté dans la catégorie «Autres».

### Coefficient de l'avoir corporel des actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient de l'avoir corporel des actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences d'évaluation du crédit et les investisseurs. L'avoir corporel des actionnaires ordinaires représente la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'avoir corporel des actionnaires ordinaires est présenté en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

Le 28 août 2007

## Résultats financiers et situation financière du Groupe

Dans le trimestre à l'étude, le bénéfice net de la Banque Scotia s'est encore renforcé, pour atteindre plus de 3 milliards de dollars dans les neuf premiers mois de l'exercice. Soutenu par une forte croissance des actifs et des revenus, le bénéfice net a, depuis le début de l'exercice, augmenté de 409 millions de dollars, ou de 15 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net du trimestre s'est situé à 1 032 millions de dollars, dépassant ainsi de 96 millions de dollars, ou de 10 %, celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Exclusion faite du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée («TVA») de 51 millions de dollars que les Opérations internationales avaient inscrit au même trimestre un an plus tôt, le bénéfice net s'est accru de 17 % d'un exercice sur l'autre.

Par rapport à celui de 1 039 millions de dollars du trimestre précédent, le bénéfice net du trimestre considéré a légèrement fléchi, et ce, essentiellement en raison de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'incidence négative de la conversion des devises et de la baisse des recouvrements d'intérêts et de pertes sur prêts.

### Total des revenus

Pour le trimestre à l'étude, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 302 millions de dollars, soit une hausse de 313 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à celui enregistré il y a un an et de 91 millions de dollars, ou de 3 %, en regard du total inscrit au trimestre précédent. La progression des revenus d'un exercice sur l'autre reflète la hausse du revenu d'intérêts net et des revenus de transaction de même que l'essor de l'ensemble des catégories de revenus générés par les opérations. Cette progression a été en partie compensée par l'incidence de la conversion des devises. Le renforcement des revenus depuis le dernier trimestre a résulté principalement de la montée des revenus de transaction, de la croissance de l'ensemble de nos actifs détenus dans notre portefeuille de prêts et des gains sur les titres, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus de titrisation et les conséquences de la conversion des devises.

Pour les neuf mois, le total des revenus a été de 9 727 millions de dollars, soit 1 078 millions de dollars, ou 12 %, de plus qu'à la même période de l'exercice précédent.

### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 913 millions de dollars, ce qui traduit un accroissement de 97 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui de la période correspondante il y a un an et une légère hausse en regard de celui du dernier trimestre.

La progression de ce revenu depuis un an s'explique par la forte croissance des actifs, surtout dans le secteur des prêts aux particuliers du Réseau canadien, ainsi que par l'incidence favorable des gains nets sur les dérivés utilisés pour la gestion d'actifs et de passifs, mais a été atténuée en partie par les conséquences de la conversion des devises et le recul des recouvrements d'intérêts au cours du trimestre.

En regard des trois mois précédents, l'effet positif de la croissance continue des actifs, des trois jours supplémentaires du trimestre considéré et des gains sur les dérivés utilisés pour

la gestion d'actifs et de passifs a été en majeure partie annulé par la réduction des recouvrements d'intérêts et les répercussions de la conversion des devises.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 5 697 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à celui de 5 065 millions de dollars inscrit pour la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation a découlé de l'apport des entreprises récemment acquises et de la croissance enregistrée par la plupart des entreprises.

La marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,86 % ce trimestre, accusant une baisse par rapport à celle de 1,98 % dégagée un an plus tôt et de 1,93 % au trimestre précédent. Le recul de cette marge a découlé de la diminution des recouvrements d'intérêts, de l'accroissement des coûts liés au financement de gros et d'un changement dans le portefeuille d'actifs, en raison surtout de la très forte croissance du portefeuille de prêts hypothécaires canadien à plus faible rendement et des actifs détenus aux fins de transaction.

### Autres revenus

Les autres revenus se sont chiffrés à 1 389 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 18 %, ou de 216 millions de dollars, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce sont les revenus de transaction qui ont le plus augmenté, ceux-ci ayant été particulièrement élevés ce trimestre. Les revenus provenant des services de courtage aux particuliers et l'ensemble des autres revenus tirés des services aux clients ont également progressé. De même, les gains sur les titres, soit essentiellement ceux générés par les placements en actions, se sont accrus, mais ont été en partie annulés par les variations de la juste valeur de certains titres découlant de l'élargissement des écarts de taux.

L'augmentation de 81 millions de dollars, ou de 6 %, depuis le trimestre précédent, est essentiellement attribuable à la hausse des revenus de transaction et des gains nets sur les titres, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des revenus de titrisation et l'incidence de la conversion des devises.

Pour la période de neuf mois, les autres revenus se sont chiffrés à 4 030 millions de dollars, en hausse de 12 % comparativement à 3 584 millions de dollars il y a un an. Toutes les catégories de revenus ont connu une croissance, grâce notamment à l'apport des entreprises récemment acquises. Ces revenus se sont également améliorés par suite de l'intensification des activités menées pour des clients dans les domaines du courtage au détail, des services bancaires d'investissement, des fonds communs de placement et des services mettant en jeu des opérations, ce qui reflète en partie l'élargissement de la clientèle de la Banque.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 92 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 74 millions de dollars pour la même période il y a un an et à 20 millions de dollars au trimestre précédent. Le faible montant de la dotation au deuxième trimestre était attribuable à une réduction de 25 millions de dollars de la provision générale ainsi qu'à la hausse des reprises nettes sur

provision et des recouvrements dans le portefeuille de Scotia Capitaux. Une analyse plus complète du risque de crédit est présentée à la page 8.

### Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont atteint 1 752 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente 144 millions de dollars, ou 9 %, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu du recouvrement de la TVA de 51 millions de dollars de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 % d'un exercice sur l'autre.

La hausse de ces frais depuis la même période de l'exercice précédent s'est produite à l'échelle de la Banque et a servi au soutien des projets liés à ses activités et à sa croissance. Reflet des excellents résultats que la Banque a enregistrés, la rémunération liée à la performance s'est accrue pendant le trimestre. De même, les frais afférents aux salaires, aux locaux, à la technologie, à la publicité et à la prospection ont augmenté par suite des mesures d'expansion et de promotion au Canada et à l'échelle internationale.

Les frais autres que d'intérêts ont grimpé de 26 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les salaires ont été plus élevés en raison des trois jours supplémentaires que comptait le trimestre, et la rémunération liée à la performance et les autres frais engagés pour soutenir les projets continus d'expansion se sont eux aussi accrus. Ces hausses ont été atténuées par l'incidence de la conversion des devises et par la baisse de la rémunération à base d'actions par suite du repli du cours des actions de la Banque.

Pour la période de neuf mois, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 5 202 millions de dollars, dépassant ainsi de 10 % ceux de 4 735 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation a découlé essentiellement des récentes acquisitions ainsi que des hausses des salaires et des charges sociales résultant des mesures d'accroissement des revenus et de la montée de la rémunération liée à la performance. Les frais de publicité et de promotion ont également été plus élevés. Compte non tenu du recouvrement de la TVA l'exercice précédent, les frais se sont accrus de 9 % depuis la même période il y a un an.

Pour le trimestre considéré, le ratio de productivité s'est établi à 53,0 %, ce qui constitue une amélioration par rapport à celui de 53,8 % du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du deuxième trimestre. En regard de ces périodes, le levier d'exploitation – soit le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale moins le taux de croissance des charges – que la Banque a enregistré pour le trimestre considéré s'est établi respectivement à 1,6 % et à 1,4 %. En cumul annuel à ce jour, le levier d'exploitation a été de 2,6 %, ou de 3,8 % exclusion faite du recouvrement de la TVA l'exercice précédent.

### Impôts et taxes

Le taux d'imposition effectif de 21,8 % pour le trimestre est en hausse par rapport au taux de 20,2 % du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celui de 21,1 % du trimestre précédent. Cette hausse s'explique principalement par la diminution des économies d'impôts générées par les établissements étrangers.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 %, contre 19,6 % pour la période correspondante il y a un an, période au cours de laquelle la Banque avait réalisé de plus grandes économies d'impôts en utilisant des reports prospectifs de pertes fiscales au Mexique.

### Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 53 à 63 du Rapport annuel 2006.

### Risque de crédit

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 92 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 74 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent et à 20 millions de dollars au trimestre précédent. La dotation à la provision du trimestre précédent était composée de dotations aux provisions spécifiques de 45 millions de dollars, montant en partie compensé par une réduction de 25 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances.

Scotia Capitaux a enregistré une reprise nette sur provision de 10 millions de dollars au troisième trimestre, en regard d'une reprise nette de 19 millions de dollars dans la même période de l'exercice précédent et de reprises et recouvrements totalisant 51 millions de dollars au trimestre précédent. La reprise nette sur provision du trimestre considéré a découlé essentiellement de celles constatées à l'égard des portefeuilles européen et américain.

Les pertes sur créances de 77 millions de dollars des portefeuilles du Réseau canadien ont été supérieures à celles de 69 millions de dollars du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 66 millions de dollars du trimestre précédent. Leur hausse, d'un exercice sur l'autre, a découlé de dotations plus élevées dans le portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a reflété la forte progression des volumes de ces prêts. Quant à la hausse constatée depuis le trimestre précédent, elle est principalement attribuable aux reprises sur provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises qui avaient été effectuées le trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances des Opérations internationales s'est établie à 25 millions de dollars au troisième trimestre, en regard de 24 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 30 millions de dollars au trimestre précédent.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, totalisait 584 millions de dollars au 31 juillet 2007, comparativement à 579 millions de dollars au trimestre précédent.

La provision générale pour pertes sur créances s'est établie à 1 298 \$ et demeure inchangée par rapport à celle du trimestre précédent.

### Risque de marché

La valeur à risque («VAR») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. Au troisième trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est établie à 15,6 millions de dollars, comparativement à 9,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à

11,3 millions de dollars au trimestre précédent, la plupart des facteurs de risque ayant connu une exposition accrue. L'accroissement du risque sur actions reflète certaines occasions de transaction de même qu'une plus grande volatilité des marchés. Ces variations ont également donné lieu à une hausse de la VAR quotidienne moyenne par rapport à celle du trimestre précédent.

Moyenne pour les trimestres terminés les			
Facteur de risque (en millions de dollars)	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006
Taux d'intérêt	<b>9,0 \$</b>	7,2 \$	7,2 \$
Actions	<b>8,7</b>	5,2	6,2
Change	<b>2,0</b>	1,2	1,1
Marchandises	<b>1,3</b>	1,5	1,0
Effet de la diversification	<b>(5,4)</b>	(3,8)	(6,3)
VAR à l'échelle de la Banque	<b>15,6 \$</b>	11,3 \$	9,2 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant six jours au troisième trimestre, contre trois jours au trimestre précédent. Toutes ces pertes sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

#### Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2007, les actifs liquides s'élevaient à 107 milliards de dollars, ou 26 % du total de l'actif comparativement à 117 milliards de dollars, ou 28 % du total de l'actif au 30 avril 2007. Ces actifs se composent de titres à hauteur de 72 % ainsi que de trésorerie et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 28 % (73 % et 27 %, respectivement, au 30 avril 2007).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement, ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres mis en pension. Au 31 juillet 2007, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 74 milliards de dollars, contre 71 milliards de dollars au 30 avril 2007. L'augmentation sur un trimestre est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties à l'égard de la vente de titres mis en pension et d'opérations d'emprunt sur titres.

#### Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 67 et 114 du Rapport annuel 2006, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

#### Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 408 milliards de dollars au 31 juillet 2007, soit une hausse de 29 milliards de dollars, ou de 8 %, depuis le 31 octobre 2006, ou encore de 37 milliards de dollars, ou de 10 %, exclusion faite de l'incidence de la conversion des devises. Comparativement aux chiffres du trimestre précédent, le total de l'actif a reculé de

4 milliards de dollars, ou de 1 %, étant donné que la hausse importante des prêts hypothécaires à l'habitation et des autres prêts a été plus que compensée par l'incidence négative de la conversion des devises et par la baisse des titres détenus à des fins de transaction.

Le total des titres s'est établi à 93 milliards de dollars, soit un recul de 3 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Les titres détenus à des fins de transaction ont progressé de 1 milliard de dollars dans le but d'appuyer les opérations des clients et les activités de transaction. Cette croissance sur le plan des titres détenus à des fins de transaction a été plus que contrebalancée par une baisse de 4 milliards de dollars des titres disponibles à la vente depuis la fin du dernier exercice. Cette réduction est principalement attribuable à la déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables qui a été réorganisée au cours du trimestre précédent.

Au 31 juillet 2007, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 960 millions de dollars, alors qu'ils se chiffraient à 1 091 millions de dollars au 31 octobre 2006, ce qui représente une baisse de 131 millions de dollars. Comparativement aux chiffres du trimestre précédent, les gains non réalisés ont baissé de 248 millions de dollars, en raison principalement d'un recul de la valeur de certains titres de créance attribuable à la récente volatilité des marchés et d'une baisse des gains réalisés au cours du trimestre.

Le portefeuille de prêts de la Banque s'est accru de 20 milliards de dollars, ou de 10 %, depuis le 31 octobre 2006. Les prêts hypothécaires ont affiché une très solide hausse de 9 milliards de dollars grâce aux prêts hypothécaires à l'habitation consentis dans le Réseau canadien, lesquels se sont accrus de 11 milliards de dollars, ou de 14 % (compte non tenu des titrisations de 3 milliards de dollars), du fait de gains au chapitre des parts de marché ainsi que de la demande soutenue provenant du vigoureux marché immobilier canadien. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 8 milliards de dollars, dont 1 milliard de dollars est attribuable aux prêts aux entreprises consentis dans le Réseau canadien et 2 milliards de dollars sont attribuables au secteur Opérations internationales, principalement dans la région du Pacifique. Par ailleurs, le portefeuille de prêts et de transaction de Scotia Capitaux a augmenté de 4 milliards de dollars.

Le total du passif de la Banque s'est établi à 388 milliards de dollars au 31 juillet 2007, soit une hausse de 27 milliards de dollars, ou de 7 %, depuis le 31 octobre 2006, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion des devises se chiffrant à 9 milliards de dollars. Il y a eu une croissance de 23 milliards de dollars dans l'ensemble des catégories de dépôts, notamment les dépôts de gros servant à financer la croissance des actifs bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction. En outre, les titres vendus à découvert, qui sont utilisés dans le cadre des activités de transaction de Scotia Capitaux, se sont accrus de 8 milliards de dollars.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté la totalité de ses débentures subordonnées, 6,25 %, d'une valeur de 500 millions de dollars échéant en juillet 2012.

Le total des capitaux propres s'est accru de 2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Cette hausse est surtout attribuable au dégagement important de capitaux autogénérés et à la modification des conventions comptables relatives aux

instruments financiers, qui s'est traduite par des ajustements de juste valeur après impôts de 741 millions de dollars à l'égard principalement des titres disponibles à la vente, ainsi qu'à une émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif totalisant 690 millions de dollars au cours de la période de neuf mois à l'étude. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion des devises.

### Gestion du capital

La Banque continue de maintenir une excellente situation de capital ainsi que des coefficients de capital tout aussi solides.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 9,7 % au cours du trimestre, ce qui représente une baisse par rapport au 31 octobre 2006 alors qu'il s'établissait à 10,2 %. Cette baisse s'explique par le fait que le niveau élevé des capitaux autogénérés ainsi que l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 690 millions de dollars ont été plus que compensés par la croissance de l'actif pondéré en fonction du risque enregistrée dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Le coefficient de l'avoir corporel des actionnaires ordinaires, qui représente le capital-actions ordinaire moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré robuste, s'établissant à 7,7 % au 31 juillet 2007, en baisse par rapport au coefficient affiché au 31 octobre 2006, qui était de 8,3 %, étant donné que la Banque continue d'investir du capital dans divers projets de croissance.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté 7,7 millions d'actions ordinaires au cours moyen de 51,47 \$, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée au premier trimestre de 2007. En comparaison, 1,3 million d'actions ont été rachetées au cours du troisième trimestre de l'exercice précédent au coût moyen de 44,84 \$.

### Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 8 dans la rubrique intitulée «Gestion du risque».

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»), qui sont décrites plus en détail à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, à la page 22.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers, présentées à la page 65 du Rapport annuel 2006, s'appliquent également aux instruments financiers qui n'étaient pas inscrits auparavant à la juste valeur. La direction doit faire appel à des jugements à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles. La direction exerce également un jugement lors du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait modifier la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre considéré, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de

conditions normales de l'économie, du secteur et du marché.

Au 31 juillet 2007, le total des montants nominaux des instruments dérivés s'établissait à 1 237 milliards de dollars, comparativement à 1 045 milliards de dollars au 31 octobre 2006, la plupart des catégories d'instruments dérivés ayant connu une croissance. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction et d'instruments dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou aux fins de la gestion d'actifs et de passifs est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 22 milliards de dollars au 31 juillet 2007, contre 14 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance du portefeuille et des taux d'intérêt accrus, laquelle a été en partie compensée par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

### Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue d'inscrire au bilan consolidé. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables («EDDV»), les opérations de titrisation ainsi que les garanties et engagements de prêts. Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu avec des EDDV aucun nouvel arrangement important qui n'a pas été consolidé dans son bilan. Au deuxième trimestre, en raison d'une modification apportée à la structure d'un des programmes canaliseurs de fonds multicédants gérés par la Banque, il a été établi que la Banque n'était plus le principal bénéficiaire de l'EDDV. Par conséquent, l'EDDV a cessé d'être comptabilisée au bilan consolidé de la Banque au 30 avril 2007. La déconsolidation a donné lieu à un recul de 7 milliards de dollars à la fois des titres disponibles à la vente et des autres passifs, ainsi qu'à une progression nette de 8 milliards de dollars des garanties et des autres engagements indirects, depuis la fin de l'exercice.

La Banque consent des concours de trésorerie ainsi que des améliorations partielles des termes de crédit, dans certains cas, aux fonds multicédants d'effets de commerce, lesquels sont administrés par la Banque et par des tiers. Ces facilités constituent une source de financement de rechange lorsqu'un fonds multicédants ne peut émettre d'effets de commerce ou que, dans certains cas, certaines conditions convenues ou mesures de performance ne sont pas respectées. Les concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants d'effets de commerce totalisaient 24 milliards de dollars au 31 juillet 2007, dont une tranche de 21 milliards de dollars se rapportait aux fonds multicédants d'effets de commerce administrés par la Banque. Au 31 juillet 2007, les effets de commerce en cours détenus dans des fonds multicédants administrés par la Banque totalisaient 17 milliards de dollars. Les concours de trésorerie que la Banque consent aux fonds multicédants canadiens qui ne sont pas parrainés par la Banque Scotia est négligeable.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là

d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre considéré, la Banque a titrisé une tranche additionnelle de 1 351 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés par la Banque à 11 651 millions de dollars au 31 juillet 2007, contre 11 913 millions de dollars au 31 octobre 2006.

Compte non tenu de l'incidence de la déconsolidation mentionnée ci-dessus, le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 11 % depuis le 31 octobre 2006. Aux termes des nouvelles normes comptables de l'ICCA portant sur les instruments financiers, un passif est maintenant inscrit pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en charge au moment de la constitution de certaines garanties. Au 31 juillet 2007, la Banque avait constaté un accroissement de 79 millions de dollars des autres passifs et un accroissement correspondant des autres actifs au moment de l'application des dispositions des nouvelles normes comptables ayant trait aux garanties. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 55 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, comparativement à 57 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### **Dividende par action ordinaire**

À l'occasion de sa réunion tenue le 28 août 2007, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 45 cents par action ordinaire. Ce dividende trimestriel sera versé le 29 octobre 2007 aux actionnaires inscrits le 2 octobre 2007.

#### **Faits nouveaux touchant les marchés**

En juillet et en août, les marchés des capitaux mondiaux étaient en proie à une grande volatilité et subissaient des perturbations considérables. Ces perturbations se sont manifestées par des baisses des valeurs nettes réelles, par un accroissement des écarts de taux et par les difficultés qu'ont eues certains fonds multicédants d'effets de commerce adossés à des créances mobilières à procéder à une nouvelle émission de leurs effets de commerce venus à échéance. Cette situation a eu une incidence négligeable sur les revenus de transaction de la Banque et sur la valeur des instruments financiers détenus par cette dernière. Du fait qu'il est difficile d'établir à l'heure actuelle si les perturbations des marchés des capitaux se traduiront par un affaiblissement de l'économie mondiale, la Banque n'entrevoit pas d'incidence majeure à court terme sur ses portefeuilles.

La Banque n'a aucune exposition directe aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, n'ayant qu'une faible exposition directe à ceux-ci. Bien que la Banque détienne des titres adossés à des créances avec flux groupés et qu'elle investisse dans ceux-ci, aucun de ces titres ne comporte d'actifs qui sous-tendent des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Les positions détenues par la Banque dans des effets de commerce adossés à des créances mobilières émis par des fonds multicédants canadiens administrés par des tiers ne sont pas importantes.

#### **Perspectives**

La croissance mondiale, qui repose toujours sur de larges assises, est pilotée par la Chine, l'Inde et d'autres nations émergentes. Le rythme de cette croissance a ralenti dans les pays développés, en particulier aux États-Unis, qui ont vu leur élan freiné par le déclin du marché immobilier, la prudence des consommateurs dans leurs dépenses et la volatilité récente du marché. Le Canada et le Mexique devraient continuer d'offrir un meilleur rendement que les États-Unis, compte tenu de la vigueur soutenue des marchés des marchandises. Dans bien des pays, y compris le Canada, au cours des derniers mois, les banques centrales ont légèrement rehaussé les taux d'intérêt par suite du resserrement des marchés de l'emploi, de la vigueur des marchés des marchandises et de la légère hausse des prix à la consommation. Cependant, le ralentissement graduel de l'activité économique au sein des nations développées et les inquiétudes liées aux répercussions éventuelles de la volatilité recrudescente du marché des capitaux risquent de compromettre une croissance éventuelle future.

Bien que la conjoncture et les marchés des capitaux soient plus incertains qu'ils ne l'étaient au début de l'exercice, la Banque est bien placée pour faire face aux incertitudes du marché et poursuivre ses stratégies de croissance à court et à long terme. Cette confiance lui vient de sa rentabilité élevée et de son accès aux marchés des capitaux, de ses diverses sources de liquidité, de sa compétence reconnue en matière de gestion du risque et de la grande diversification de ses activités. Par conséquent, la Banque devrait être en mesure d'atteindre les cibles les plus élevées de ses objectifs de performance pour l'exercice en cours et être bien placée pour poursuivre sa croissance dans les années à venir.

## Données par secteur d'activité

### Réseau canadien

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>1 006 \$</b>	942 \$	932 \$	<b>2 901 \$</b>	2 725 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>77</b>	66	69	<b>217</b>	221
Autres revenus	<b>537</b>	530	480	<b>1 585</b>	1 437
Frais autres que d'intérêts	<b>892</b>	870	879	<b>2 632</b>	2 557
Charge d'impôts	<b>179</b>	169	143	<b>512</b>	434
<b>Bénéfice net</b>	<b>395 \$</b>	367 \$	321 \$	<b>1 125 \$</b>	950 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>4</b>	3	2	<b>9</b>	6
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>391 \$</b>	364 \$	319 \$	<b>1 116 \$</b>	944 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>31,8 %</b>	32,0 %	26,3 %	<b>31,6 %</b>	28,0 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>156 \$</b>	149 \$	139 \$	<b>151 \$</b>	134 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien, qui comprend la Gestion de patrimoine, a fait état d'un solide bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires de 391 millions de dollars pour le trimestre écoulé, soit une hausse de 72 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, et de 27 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Ce secteur a compté pour 38 % du bénéfice net trimestriel total de la Banque. Le rendement des capitaux propres a grimpé à 31,8 %, alors qu'il était de 26,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, s'est accru de 17 milliards de dollars, ou de 12 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance de 13 milliards de dollars, ou de 16 %, des prêts hypothécaires à l'habitation. Tous les réseaux de vente ont enregistré une forte croissance des prêts hypothécaires qui s'est traduite par un accroissement de la part de marché. Le volume du crédit renouvelable aux particuliers et des prêts aux entreprises s'est aussi accru. La part de marché des dépôts des particuliers, y compris les comptes d'épargne et de chèques et les dépôts à terme, continue d'augmenter, les volumes enregistrant une hausse de 6 %. Les dépôts autres que de particuliers ont progressé de 13 %, principalement en ce qui a trait aux comptes courants et aux dépôts à terme autres que de particuliers. D'un trimestre sur l'autre, l'actif moyen, compte non tenu des opérations de titrisation, a progressé de 4 %, et les dépôts ont augmenté de 2 %.

Le total des revenus était en hausse de 131 millions de dollars, ou de 9 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la forte croissance des volumes et des commissions afférentes aux activités de gestion de patrimoine. Les revenus ont augmenté de 71 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre, en raison de la croissance des volumes et des trois jours supplémentaires que compte le trimestre.

Le revenu d'intérêts nets, qui se chiffre à 1 006 millions de dollars, s'est accru de 74 millions de dollars, ou de 8 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, accroissement attribuable à une forte croissance des volumes à la fois dans les actifs et les dépôts. Une croissance moyenne des volumes a été enregistrée pour la plupart des produits, notamment les prêts hypothécaires, les lignes de crédit de particuliers, les dépôts de particuliers, les dépôts de petites entreprises, les prêts aux entreprises, les acceptations et les dépôts autres que de particuliers. Cette croissance a été partiellement annulée par le recul de la marge sur intérêts, la demande des consommateurs pour des produits à marge relativement moins élevée comportant moins de risques, les pressions exercées par la concurrence et la légère hausse des frais de

financement qui découle des augmentations de taux récentes. D'un trimestre sur l'autre, le revenu d'intérêts net a augmenté de 64 millions de dollars, ou de 7 %, ce qui tient en partie aux trois jours de plus que compte le trimestre écoulé et à la forte croissance des actifs et des dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 77 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse par rapport aux 69 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent et aux 66 millions de dollars comptabilisés au trimestre précédent. Les dotations à la provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers ont augmenté d'un exercice sur l'autre, en raison de la croissance du portefeuille, tandis que les reprises sur provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises avaient eu un effet favorable au trimestre précédent.

Les autres revenus se sont établis à 537 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 57 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui rend compte d'une forte croissance des revenus tirés de la gestion de patrimoine ainsi que d'un accroissement des services aux particuliers, aux petites entreprises ainsi qu'aux entreprises. Les revenus tirés de la gestion de patrimoine se sont accrus en raison de l'augmentation des revenus tirés des services de courtage aux particuliers et des revenus provenant des fonds communs de placement. Cette augmentation s'explique par la hausse des soldes moyens découlant de ventes nettes élevées, particulièrement celles des produits à long terme. Les revenus liés à la gestion privée ont augmenté en raison de l'accroissement des honoraires de succession, de fiducie et de gestion de comptes. De plus, nous avons observé une augmentation des revenus provenant des frais de service sur les opérations de particuliers et autres que de particuliers ainsi que des revenus sur cartes. D'un trimestre sur l'autre, les autres revenus ont progressé de 1 %.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 1 % par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en majeure partie à la croissance des activités, notamment aux ajouts au réseau de succursales et à l'équipe de vente. De plus, il y a eu des augmentations de salaire normales, des coûts plus élevés relativement à la rémunération liée à la performance et une hausse des frais de publicité. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par un recul des charges au titre des prestations de retraite et des charges sociales. D'un trimestre sur l'autre, les dépenses ont augmenté de 2 % du fait que le trimestre comptait trois jours de plus et en raison des frais liés aux mesures de croissance, augmentation en partie compensée par une baisse de la rémunération à base d'actions.

## Opérations internationales

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>703 \$</b>	679 \$	607 \$	<b>2 052 \$</b>	1 678 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>25</b>	30	24	<b>74</b>	52
Autres revenus	<b>250</b>	300	237	<b>847</b>	672
Frais autres que d'intérêts	<b>558</b>	577	477	<b>1 697</b>	1 372
Charge d'impôts	<b>65</b>	44	29	<b>152</b>	64
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	<b>29</b>	31	27	<b>85</b>	70
<b>Bénéfice net</b>	<b>276 \$</b>	297 \$	287 \$	<b>891 \$</b>	792 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>6</b>	4	2	<b>12</b>	6
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>270 \$</b>	293 \$	285 \$	<b>879 \$</b>	786 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>16,1 %</b>	18,7 %	23,9 %	<b>18,8 %</b>	24,3 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>65 \$</b>	69 \$	57 \$	<b>66 \$</b>	54 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires du secteur Opérations internationales a atteint 270 millions de dollars, en baisse de 15 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, et de 23 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Compte non tenu du recouvrement de 51 millions de dollars de la taxe sur la valeur ajoutée au Mexique au troisième trimestre de l'exercice précédent, le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires a progressé de 36 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, malgré l'incidence de la conversion des devises. Le recul enregistré par rapport au trimestre précédent était de 3 %, compte non tenu de la conversion des devises, ce qui s'explique essentiellement par la variation de la juste valeur de certains titres, par suite de l'élargissement des écarts de taux. Le secteur Opérations internationales représente 27 % du total du bénéfice net de la Banque et affiche un rendement des capitaux propres de 16,1 %.

Pour le trimestre considéré, l'actif moyen s'est établi à 65 milliards de dollars, soit une hausse de 8 milliards de dollars, ou de 14 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, et de 10 milliards de dollars, ou de 17 %, compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Cet accroissement est attribuable à une croissance interne des prêts de 19 %, qui s'explique par une progression de 26 % des cartes de crédit, de 24 % des prêts hypothécaires, et de 12 % des autres prêts aux particuliers. En outre, les prêts aux entreprises ont augmenté de 19 % en raison de la forte croissance enregistrée en Asie, dans les Antilles, en Amérique centrale, au Chili et au Mexique. Par rapport à celui du trimestre précédent, l'actif moyen a régressé de 4 milliards de dollars, ou de 6 %, ce qui est conforme à celui du trimestre précédent compte non tenu de l'incidence défavorable de la conversion des devises. Les prêts aux particuliers ont poursuivi leur croissance soutenue augmentant de 3 % par rapport à ceux du trimestre précédent.

Le total des revenus s'est chiffré à 953 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 109 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 26 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Compte non tenu de l'incidence de la conversion de devises, les revenus se sont accrus de 140 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 29 millions de dollars par rapport aux revenus du trimestre précédent. Parmi les facteurs ayant le plus contribué à cette croissance sur un an, notons le Pérou, nos acquisitions dans les Antilles et en Amérique centrale, ainsi qu'une forte croissance interne des actifs et des dépôts dans les Antilles et en Asie. La progression d'un trimestre sur l'autre provient surtout des Antilles et du Pérou.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 703 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 96 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ou de 19 % compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Cette augmentation s'explique essentiellement par la forte croissance du nombre de prêts et de dépôts à l'échelle du secteur d'activité. Le revenu d'intérêts net s'est accru de 24 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à celui du trimestre précédent, ou de 9 % compte non tenu l'incidence de

la conversion des devises. Cette hausse résulte d'une forte croissance interne du nombre de prêts au Pérou, au Mexique, dans les Antilles et en Asie. Les marges sur intérêts se sont rehaussées de sept points de base par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 25 points de base par rapport à celles du trimestre précédent. Compte non tenu des gains nets sur les instruments dérivés utilisés pour la gestion d'actifs et de passifs et d'autres écarts temporaires, les marges sont demeurées relativement neutres d'un trimestre sur l'autre, accusant cependant une baisse de six points de base par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent par suite de la modification du portefeuille d'actifs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 25 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre 24 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 30 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Les autres revenus se sont établis à 250 millions de dollars, en hausse de 13 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises, les autres revenus ont augmenté de 21 millions de dollars par rapport à ceux de la même période il y a un an. Cette augmentation est attribuable à nos acquisitions et à la croissance enregistrée dans les revenus tirés des opérations des clients dans les Antilles et en Amérique centrale ainsi qu'au Chili et au Pérou, contrebalancée en partie par la variation de la juste valeur de certains titres découlant de l'élargissement des écarts de taux. D'un trimestre sur l'autre, les autres revenus ont reculé de 50 millions de dollars, ou de 33 millions de dollars compte non tenu de la conversion des devises, principalement en raison de l'incidence des titres liés à la valeur du crédit et d'une baisse des revenus de transaction au Mexique.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 558 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 17 % ou de 81 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 19 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Compte tenu de l'ajustement au titre de l'incidence de la conversion des devises et du recouvrement de 51 millions de dollars de la taxe à valeur ajoutée au Mexique au cours du troisième trimestre de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 43 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et de 1 % en regard de ceux du trimestre précédent. La augmentation enregistrée d'un exercice sur l'autre s'explique par la prise en compte des acquisitions réalisées dans les Antilles et en Amérique centrale, les augmentations de salaire normales, la hausse des coûts liés aux prestations de retraite et les mesures constantes de croissance des activités dans les Antilles et au Mexique.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 18 % pour le trimestre, alors qu'il était de 8 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Il est également supérieur au taux de 12 % inscrit au trimestre précédent. Ces hausses s'expliquent par le recul des bénéfices dans les compétences fiscales où le taux d'imposition est faible, principalement en Asie, ainsi que par la hausse du taux d'imposition effectif au Mexique, par suite de la diminution des reports en avant de pertes fiscales pouvant être utilisés.

**Scotia Capitaux**

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>231 \$</b>	296 \$	262 \$	<b>796 \$</b>	700 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(10)</b>	(51)	(19)	<b>(91)</b>	(89)
Autres revenus	<b>413</b>	360	351	<b>1 134</b>	1 113
Frais autres que d'intérêts	<b>267</b>	262	232	<b>788</b>	739
Charge d'impôts	<b>107</b>	125	120	<b>337</b>	346
<b>Bénéfice net</b>	<b>280 \$</b>	320 \$	280 \$	<b>896 \$</b>	817 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>4</b>	2	2	<b>8</b>	5
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>276 \$</b>	318 \$	278 \$	<b>888 \$</b>	812 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>27,7 %</b>	33,4 %	31,9 %	<b>30,5 %</b>	33,1 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>156 \$</b>	153 \$	136 \$	<b>153 \$</b>	126 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Scotia Capitaux a déclaré un bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires de 276 millions de dollars, ce qui représente une légère diminution par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et une baisse de 42 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la baisse des recouvrements d'intérêts et des pertes sur prêts au troisième trimestre. Compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises, le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires a diminué de 8 % par rapport à celui du trimestre précédent. L'apport de Scotia Capitaux aux résultats globaux de la Banque pour le trimestre écoulé s'établit ainsi à 27 %. Le rendement des capitaux propres, qui se chiffre à 27,7 %, a été légèrement inférieur aux solides résultats obtenus au troisième trimestre de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Le total de l'actif moyen a augmenté de 15 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 156 milliards de dollars. Les titres et les prêts détenus aux fins des activités de transaction ont augmenté de 17 milliards de dollars afin de soutenir les activités des clients et les occasions de transaction. En outre, une augmentation de 5 milliards de dollars, ou de 19 %, a été enregistrée dans les prêts et les acceptations aux grandes entreprises dans l'ensemble des secteurs, la majeure partie de cette augmentation s'étant manifestée dans les prêts accordés à des clients ayant une cote de solvabilité élevée. L'augmentation du total de l'actif moyen enregistrée comparativement au trimestre précédent est attribuable à une progression des titres et des prêts dans le secteur des activités de transaction ainsi qu'à une hausse modeste des prêts et des acceptations aux grandes entreprises.

Le total des revenus, qui s'est chiffré à 644 millions de dollars, a été supérieur de 31 millions de dollars, ou de 5 %, à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance enregistrée dans le secteur Marchés des capitaux mondiaux par suite principalement des revenus records enregistrés par notre secteur des produits dérivés. Le secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux a vu ses revenus baisser par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des gains réalisés sur les titres et des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux à l'exercice précédent. La diminution de 12 millions de dollars, ou de 2 %, des revenus par rapport à ceux du trimestre précédent rend compte de l'incidence des recouvrements d'intérêts plus élevés sur des prêts douteux inscrits au deuxième trimestre, diminution en grande partie annulée par la progression des revenus de transaction.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 231 millions de dollars, en baisse de 31 millions de dollars par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des recouvrements d'intérêts sur les prêts douteux enregistrée au troisième trimestre de l'exercice précédent et par la baisse des commissions de montage de prêt. Ces résultats ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des intérêts provenant des activités de transaction et des volumes de prêts, hausse toutefois atténuée par le resserrement des marges de crédit. Ce recul important par rapport aux résultats du trimestre précédent s'explique principalement par l'accroissement des recouvrements d'intérêts sur des prêts douteux enregistré pour cette période correspondante et par un recul des intérêts provenant des activités de transaction.

Pour le trimestre écoulé, les reprises nettes sur la provision pour pertes sur prêts ont atteint 10 millions de dollars, contre des reprises de 19 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, et de 51 millions de dollars au trimestre précédent. Au cours du trimestre à l'étude, les reprises nettes ont été réalisées principalement en Europe et aux États-Unis.

Les autres revenus se sont élevés à 413 millions de dollars, soit 17 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont progressé de 85 %, sous l'effet surtout de la hausse des revenus tirés des activités de transaction, en particulier ceux du secteur des produits dérivés. Les revenus du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont régressé de 22 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des gains sur la vente de titres réalisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Si on les compare à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont augmenté de 15 %, par suite de la hausse importante des revenus tirés des produits dérivés et des honoraires de consultation liés à des fusions et à des acquisitions, hausse en partie annulée par une baisse des revenus provenant des opérations sur actions.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 267 millions de dollars, en hausse de 15 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des charges au titre de la rémunération liée à la performance, des salaires et de la technologie. Par rapport à ceux du trimestre précédent, les frais ont augmenté de 5 millions de dollars, ce qui s'explique surtout par la hausse des charges au titre de la rémunération liée à la performance, laquelle a été en partie neutralisée par la baisse des charges sociales.

**Autres<sup>1)</sup>**

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>2)</sup>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net <sup>3)</sup>	<b>(128)\$</b>	(123)\$	(85) \$	<b>(367)\$</b>	(347) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	(25)	–	<b>(25)</b>	–
Autres revenus	<b>189</b>	118	105	<b>464</b>	362
Frais autres que d'intérêts	<b>35</b>	17	20	<b>85</b>	67
Charge d'impôts <sup>3)</sup>	<b>(55)</b>	(52)	(48)	<b>(142)</b>	(175)
<b>Bénéfice net</b>	<b>81 \$</b>	55 \$	48 \$	<b>179 \$</b>	123 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>2</b>	2	2	<b>6</b>	6
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>79 \$</b>	53 \$	46 \$	<b>173 \$</b>	117 \$
<b>Autres données</b>					
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>32 \$</b>	33 \$	32 \$	<b>32 \$</b>	29 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 juillet 2007 (101 \$), le 30 avril 2007 (109 \$) et le 31 juillet 2006 (100 \$), ainsi que celle des neuf mois terminés le 31 juillet 2007 (315 \$) et le 31 juillet 2006 (309 \$), pour obtenir les montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Le bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires s'est établi à 79 millions de dollars pour le secteur Autres au troisième trimestre, soit une hausse de 33 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 26 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent. Ces hausses sont principalement attribuables à l'augmentation des gains sur les titres.

Le total des revenus du trimestre a progressé de 41 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 66 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des gains sur les placements en actions, laquelle a été en partie annulée par le recul du revenu d'intérêts net et des revenus de titrisation.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts comprennent l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt, dont le montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 101 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre 100 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 109 millions de dollars au deuxième trimestre.

Les frais autres que d'intérêts sont en hausse de 15 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et de 18 millions de dollars comparativement à ceux du trimestre précédent, du fait de légères augmentations dans diverses catégories.

**Total**

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Revenu du secteur d'activité</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>1 812 \$</b>	1 794 \$	1 716 \$	<b>5 382 \$</b>	4 756 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>92</b>	20	74	<b>175</b>	184
Autres revenus	<b>1 389</b>	1 308	1 173	<b>4 030</b>	3 584
Frais autres que d'intérêts	<b>1 752</b>	1 726	1 608	<b>5 202</b>	4 735
Charge d'impôts	<b>296</b>	286	244	<b>859</b>	669
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	<b>29</b>	31	27	<b>85</b>	70
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 032 \$</b>	1 039 \$	936 \$	<b>3 091 \$</b>	2 682 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>16</b>	11	8	<b>35</b>	23
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>1 016 \$</b>	1 028 \$	928 \$	<b>3 056 \$</b>	2 659 \$
<b>Autres données</b>					
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>22,7 %</b>	23,4 %	22,8 %	<b>23,2 %</b>	22,5 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>409 \$</b>	404 \$	364 \$	<b>402 \$</b>	343 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

**Faits saillants par secteur géographique**

<i>(non vérifié)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires (en millions de dollars)</b>					
Canada	<b>639 \$</b>	561 \$	495 \$	<b>1 744 \$</b>	1 501 \$
États-Unis	<b>98</b>	139	108	<b>400</b>	285
Mexique	<b>112</b>	124	162	<b>383</b>	431
Autres pays	<b>201</b>	211	174	<b>624</b>	493
Ajustements du siège social	<b>(34)</b>	(7)	(11)	<b>(95)</b>	(51)
	<b>1 016 \$</b>	1 028 \$	928 \$	<b>3 056 \$</b>	2 659 \$
<b>Actif moyen (en milliards de dollars)</b>					
Canada	<b>270 \$</b>	256 \$	233 \$	<b>260 \$</b>	221 \$
États-Unis	<b>25</b>	32	33	<b>30</b>	31
Mexique	<b>21</b>	22	21	<b>21</b>	21
Autres pays	<b>86</b>	85	69	<b>83</b>	64
Ajustements du siège social	<b>7</b>	9	8	<b>8</b>	6
	<b>409 \$</b>	404 \$	364 \$	<b>402 \$</b>	343 \$

## Chiffres clés pour les trimestres

	31 juillet 2007	Pour les trimestres terminés les						
		30 avril 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005
Total des revenus ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>3 201 \$</b>	3 102 \$	3 109 \$	2 868 \$	2 889 \$	2 717 \$	2 734 \$	2 660 \$
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>3 302</b>	3 211	3 214	2 999	2 989	2 830	2 830	2 735
Bénéfice net ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>1 032</b>	1 039	1 020	897	936	894	852	811
Bénéfice de base par action ( <i>en dollars</i> )	<b>1,03</b>	1,04	1,02	0,90	0,94	0,90	0,85	0,81
Bénéfice dilué par action ( <i>en dollars</i> )	<b>1,02</b>	1,03	1,01	0,89	0,93	0,89	0,84	0,80

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

## Information sur les actions

	Au
( <i>en milliers d'actions en circulation</i> )	31 juillet 2007
Actions ordinaires	<b>982 368<sup>1)</sup></b>
Actions privilégiées Série 12	<b>12 000<sup>2)</sup></b>
Actions privilégiées Série 13	<b>12 000<sup>3)</sup></b>
Actions privilégiées Série 14	<b>13 800<sup>4)</sup></b>
Actions privilégiées Série 15	<b>13 800<sup>5)</sup></b>
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	<b>250<sup>6)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	<b>500<sup>7)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>8)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>8)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>8)</sup></b>
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions ordinaires	<b>28 942<sup>1,9)</sup></b>

1) Au 17 août 2007, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 982 397 et à 28 913. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action, à l'exception du dividende initial versé le 26 avril 2007, qui était de 0,28356 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payable le 27 juillet 2007, qui était de 0,34829 \$ par action.

6) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé. Le 9 août 2007, la Société de placement hypothécaire Scotia a annoncé qu'elle entendait racheter la totalité des 250 000 actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif («Scotia BOOMS») le 31 octobre 2007.

7) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

8) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

9) Comprend 16 246 options sur actions assorties de droits à la plus-value des actions («composante DPV»).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2006 publiés dans le Rapport annuel 2006, et à la note 6 figurant à la page 26 du présent rapport.

## Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les «PCGR»). Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2006 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers.

L'adoption de trois nouvelles normes comptables de l'ICCA, à savoir *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu*, a eu une incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les changements et leur incidence sur les états financiers consolidés de la Banque sont décrits à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Conformément aux exigences des nouvelles normes comptables, la Banque n'a pas retraité les chiffres de l'une ou l'autre des périodes antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables. Elle a toutefois inscrit certains montants transitoires qui tiennent compte de l'effet cumulatif des ajustements des chiffres des périodes antérieures. Conformément aux exigences, les pertes de change non réalisées ont été reclassées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu de la rubrique capitaux propres pour les périodes antérieures.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2006.

## État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2007 <sup>1)</sup>	30 avril 2007 <sup>1)</sup>	31 juillet 2006	31 juillet 2007 <sup>1)</sup>	31 juillet 2006
<b>Revenu d'intérêts</b>					
Prêts	<b>3 536 \$</b>	3 404 \$	3 098 \$	<b>10 317 \$</b>	8 321 \$
Titres	<b>1 192</b>	1 286	1 113	<b>3 609</b>	3 008
Titres pris en pension	<b>325</b>	283	284	<b>938</b>	776
Dépôts auprès d'autres banques	<b>292</b>	266	230	<b>809</b>	624
	<b>5 345</b>	5 239	4 725	<b>15 673</b>	12 729
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	<b>2 756</b>	2 600	2 275	<b>7 882</b>	6 007
Débentures subordonnées	<b>30</b>	30	32	<b>93</b>	98
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	<b>14</b>	13	14	<b>40</b>	40
Autres	<b>733</b>	802	688	<b>2 276</b>	1 828
	<b>3 533</b>	3 445	3 009	<b>10 291</b>	7 973
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>1 812</b>	1 794	1 716	<b>5 382</b>	4 756
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>92</b>	20	74	<b>175</b>	184
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>1 720</b>	1 774	1 642	<b>5 207</b>	4 572
<b>Autres revenus</b>					
Revenus sur cartes	<b>92</b>	89	78	<b>274</b>	224
Services de dépôt et de paiement	<b>208</b>	199	198	<b>613</b>	570
Fonds communs de placement	<b>77</b>	73	60	<b>218</b>	178
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	<b>192</b>	195	159	<b>575</b>	495
Commissions de crédit	<b>143</b>	129	140	<b>404</b>	403
Revenus de transaction	<b>217</b>	151	99	<b>517</b>	499
Services de banque d'investissement	<b>184</b>	195	167	<b>573</b>	484
Gains nets sur les titres disponibles à la vente <sup>2)</sup>	<b>134</b>	79	105	<b>340</b>	307
Autres	<b>142</b>	198	167	<b>516</b>	424
	<b>1 389</b>	1 308	1 173	<b>4 030</b>	3 584
Revenu d'intérêts net et autres revenus	<b>3 109</b>	3 082	2 815	<b>9 237</b>	8 156
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Salaires et avantages sociaux	<b>1 013</b>	1 004	940	<b>3 020</b>	2 802
Locaux et technologie	<b>335</b>	329	313	<b>991</b>	892
Communications	<b>76</b>	75	70	<b>224</b>	201
Publicité et prospection	<b>71</b>	70	59	<b>217</b>	159
Honoraires	<b>53</b>	48	46	<b>146</b>	116
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	<b>37</b>	34	37	<b>110</b>	97
Autres frais	<b>167</b>	166	143	<b>494</b>	468
	<b>1 752</b>	1 726	1 608	<b>5 202</b>	4 735
Bénéfice avant les éléments ci-dessous :	<b>1 357</b>	1 356	1 207	<b>4 035</b>	3 421
Charge d'impôts	<b>296</b>	286	244	<b>859</b>	669
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	<b>29</b>	31	27	<b>85</b>	70
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 032 \$</b>	1 039 \$	936 \$	<b>3 091 \$</b>	2 682 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>16</b>	11	8	<b>35</b>	23
<b>Bénéfice net revenant aux actionnaires ordinaires</b>	<b>1 016 \$</b>	1 028 \$	928 \$	<b>3 056 \$</b>	2 659 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
De base	<b>988</b>	992	988	<b>990</b>	988
Dilué	<b>996</b>	1 001	999	<b>999</b>	1 001
<b>Bénéfice net par action ordinaire (en dollars)</b>					
De base	<b>1,03 \$</b>	1,04 \$	0,94 \$	<b>3,09 \$</b>	2,69 \$
Dilué	<b>1,02 \$</b>	1,03 \$	0,93 \$	<b>3,06 \$</b>	2,66 \$
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>0,45 \$</b>	0,42 \$	0,39 \$	<b>1,29 \$</b>	1,11 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclasés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au cours du premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, le gain net réalisé sur les titres était classé comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

**Bilan consolidé**

(non vérifié) (en millions de dollars)	<b>31 juillet 2007<sup>1)</sup></b>	Aux		
		30 avril 2007 <sup>1)</sup>	31 octobre 2006	31 juillet 2006
<b>Actif</b>				
<b>Liquidités</b>				
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	<b>2 370 \$</b>	2 532 \$	2 280 \$	2 013 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	<b>23 048</b>	23 967	17 734	18 412
Métaux précieux	<b>3 358</b>	4 623	3 362	3 756
	<b>28 776</b>	31 122	23 376	24 181
<b>Titres</b>				
Détenus à des fins de transaction	<b>63 797</b>	71 547	62 490	57 600
Disponibles à la vente <sup>2)</sup>	<b>29 060</b>	28 627	33 012	33 725
	<b>92 857</b>	100 174	95 502	91 325
<b>Titres pris en pension</b>	<b>26 834</b>	25 867	25 705	22 535
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>99 000</b>	94 706	89 590	85 541
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	<b>41 360</b>	40 408	39 058	38 245
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>84 778</b>	83 424	76 733	72 568
	<b>225 138</b>	218 538	205 381	196 354
Provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>2 423</b>	2 505	2 607	2 695
	<b>222 715</b>	216 033	202 774	193 659
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	<b>10 289</b>	10 277	9 555	9 200
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés détenus à des fins de transaction	<b>14 407</b>	14 313	10 369	11 929
Terrains, bâtiments et matériel	<b>2 296</b>	2 308	2 256	2 209
Écart d'acquisition	<b>1 140</b>	1 176	873	688
Autres actifs incorporels	<b>287</b>	301	294	267
Autres actifs	<b>8 514</b>	10 139	8 302	8 988
	<b>36 933</b>	38 514	31 649	33 281
	<b>408 115 \$</b>	411 710 \$	379 006 \$	364 981 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	<b>98 171 \$</b>	97 218 \$	93 450 \$	91 904 \$
Entreprises et administrations publiques	<b>156 668</b>	157 919	141 072	135 249
Banques	<b>32 146</b>	36 466	29 392	28 072
	<b>286 985</b>	291 603	263 914	255 225
<b>Autres</b>				
Acceptations	<b>10 289</b>	10 277	9 555	9 200
Obligations relatives aux titres mis en pension	<b>31 223</b>	29 577	33 470	29 117
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	<b>21 322</b>	21 521	13 396	14 663
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de négociation	<b>12 780</b>	12 214	11 211	11 815
Autres passifs	<b>22 820</b>	22 976	26 457	24 457 <sup>3)</sup>
Participation sans contrôle dans les filiales	<b>505</b>	496	435	411
	<b>98 939</b>	97 061	94 524	89 663 <sup>3)</sup>
<b>Débentures subordonnées (note 5)</b>	<b>1 774</b>	2 301	2 271	2 275
<b>Obligations au titre des instruments de capitaux propres</b>	<b>750</b>	750	750	750
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions				
Actions privilégiées	<b>1 290</b>	1 290	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport	<b>3 521</b>	3 539	3 425	3 393
Bénéfices non répartis	<b>16 967</b>	16 763	15 843	15 372 <sup>3)</sup>
Cumul des autres éléments du résultat étendu <sup>1)</sup>	<b>(2 111)</b>	(1 597)	(2 321)	(2 297)
	<b>19 667</b>	19 995	17 547	17 068 <sup>3)</sup>
	<b>408 115 \$</b>	411 710 \$	379 006 \$	364 981 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclasés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, ces titres étaient classés comme titres de placement. Pour obtenir plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 1.

3) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	<b>600 \$</b>	600 \$
Émissions	<b>690</b>	–
Solde à la fin de la période	<b>1 290</b>	600
<b>Actions ordinaires et surplus d'apport</b>		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	<b>3 425</b>	3 316
Émissions	<b>139</b>	99
Rachats aux fins d'annulation	<b>(43)</b>	(23)
Solde à la fin de la période	<b>3 521</b>	3 392
Surplus d'apport : juste valeur des options sur actions	–	1
Total	<b>3 521</b>	3 393
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	<b>15 843</b>	14 126
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	<b>(61)<sup>1)</sup></b>	(25) <sup>2)</sup>
Bénéfice net	<b>15 782</b>	14 101
Dividendes : actions privilégiées	<b>3 091</b>	2 682
actions ordinaires	<b>(35)</b>	(23)
Achat d'actions	<b>(1 278)</b>	(1 097)
Autres	<b>(586)</b>	(291)
	<b>(7)</b>	–
Solde à la fin de la période	<b>16 967</b>	15 372
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu<sup>1)</sup></b>		
Solde au début de la période	<b>(2 321)</b>	(1 961)
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	<b>683</b>	–
Autres éléments du résultat étendu	<b>(473)</b>	(336)
Solde à la fin de la période	<b>(2 111)</b>	(2 297)
<b>Total des capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>19 667 \$</b>	17 068 \$

État consolidé du résultat étendu<sup>1)</sup>

	Pour les trimestres terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
<b>Résultat étendu</b>				
Bénéfice net	<b>1 032 \$</b>	936 \$	<b>3 091 \$</b>	2 682 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice				
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisé(e)s	<b>(465)</b>	161	<b>(531)</b>	(336)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	<b>(146)</b>	–	<b>(81)</b>	–
Variation nette des gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	<b>97</b>	–	<b>139</b>	–
Autres éléments du résultat étendu	<b>(514)</b>	161	<b>(473)</b>	(336)
Résultat étendu	<b>518 \$</b>	1 097 \$	<b>2 618 \$</b>	2 346 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

2) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître la convention comptable portant sur la rémunération à base d'actions adoptée en 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé condensé des flux de trésorerie

		Pour les trimestres terminés les		
	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
Provenance (affectation) des flux de trésorerie ( <i>non vérifié</i> ) ( <i>en millions de dollars</i> )				
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	<b>1 032 \$</b>	936 \$	<b>3 091 \$</b>	2 682 \$
Ajustements visant à déterminer les rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation	(7)	40	<b>29</b>	(41)
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	<b>(73)</b>	(134)	<b>47</b>	(194)
Titres détenus à des fins de transaction	<b>6 979</b>	1 123	<b>(2 352)</b>	(8 208)
Évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés détenus à des fins de transaction, montant net	<b>177</b>	853	<b>(2 922)</b>	360
Autres, montant net	<b>2 283</b>	1 956	<b>(72)</b>	400
	<b>10 391</b>	4 774	<b>(2 179)</b>	(5 001)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Dépôts	<b>314</b>	5 774	<b>28 896</b>	35 870
Obligations relatives aux titres mis en pension	<b>2 168</b>	(1 191)	<b>(1 894)</b>	3 810
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	<b>109</b>	3 667	<b>8 458</b>	3 437
Actions privilégiées émises	—	—	<b>690</b>	—
Actions ordinaires émises	<b>7</b>	29	<b>92</b>	85
Actions ordinaires remboursées/rachetées aux fins d'annulation	<b>(395)</b>	(59)	<b>(629)</b>	(314)
Débentures subordonnées remboursées	<b>(500)</b>	—	<b>(500)</b>	(300)
Dividendes versés en espèces	<b>(461)</b>	(393)	<b>(1 313)</b>	(1 120)
Autres, montant net	<b>57</b>	(553)	<b>2 814</b>	343
	<b>1 299</b>	7 274	<b>36 614</b>	41 811
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	<b>178</b>	1 495	<b>(6 024)</b>	(2 587)
Titres pris en pension	<b>(1 291)</b>	(178)	<b>(1 587)</b>	(2 428)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	<b>(11 703)</b>	(11 092)	<b>(27 934)</b>	(22 705)
Titrisations de prêts	<b>1 321</b>	683	<b>2 764</b>	1 815
Titres disponibles à la vente, montant net <sup>1)</sup>	<b>(221)</b>	(2 942)	<b>(1 116)</b>	(9 408)
Terreins, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	<b>(66)</b>	(59)	<b>(230)</b>	(161)
Autres, montant net <sup>2)</sup>	—	(14)	<b>(119)</b>	(1 773)
	<b>(11 782)</b>	(12 107)	<b>(34 246)</b>	(37 247)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	<b>(70)</b>	17	<b>(99)</b>	(51)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>(162)</b>	(42)	<b>90</b>	(488)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<b>2 532</b>	2 055	<b>2 280</b>	2 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période <sup>3)</sup>	<b>2 370 \$</b>	2 013 \$	<b>2 370 \$</b>	2 013 \$
Décaissements effectués pour				
Intérêts	<b>3 614 \$</b>	2 807 \$	<b>10 860 \$</b>	7 556 \$
Impôts sur le bénéfice	<b>220 \$</b>	257 \$	<b>836 \$</b>	824 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

1) Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient classés comme titres de placement. Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir plus de détails.

2) Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, comprend des placements dans des filiales, déduction faite d'un montant nul et d'un montant de 3 \$ respectivement au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date d'acquisition (21 \$ et 158 \$, respectivement, au 31 juillet 2006) et déduction faite d'un montant nul et d'un montant de 15 \$, respectivement, au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant au 31 juillet 2006).

3) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les «PCGR»). Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est décrit à la note 1.

### 1. Modifications de conventions comptables

#### **Modifications apportées au cours de l'exercice**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Banque a adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA, à savoir

i) *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, ii) *Couvertures* et iii) *Résultat étendu*. Les principales exigences de ces nouvelles normes et les conventions comptables connexes ayant été subsequment adoptées par la Banque, de même que leur incidence sur les états financiers, sont décrites ci-dessous.

La Banque n'a pas retraité les chiffres de l'une ou l'autre des périodes antérieures par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables. Conformément aux exigences, les gains et pertes de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes ont été reclasés dans le cumul des autres éléments du résultat

étendu pour les périodes antérieures. La Banque a comptabilisé une diminution nette de 61 millions de dollars (réduction faite d'une économie d'impôts de 31 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2007 pour tenir compte de l'effet cumulatif lié aux périodes antérieures de l'adoption des nouvelles normes comptables. Cette incidence transitoire découle essentiellement de la constatation dans les bénéfices non répartis des gains et des pertes reportés à la date de la transition relativement à certaines couvertures précédemment abandonnées. Pour le trimestre à l'étude, ces changements se sont traduits par une diminution nette du bénéfice net de 19 millions de dollars après impôts (réduction de 8 millions de dollars après impôts au 30 avril 2007). Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, ces changements ont donné lieu à une diminution nette du bénéfice net de 19 millions de dollars après impôts.

Les principales catégories du bilan touchées par l'adoption des nouvelles normes le 1<sup>er</sup> novembre 2006 sont les suivantes :

En millions de dollars	Augmentation/ (diminution)	Explication
Catégorie du bilan		
Titres disponibles à la vente	1 091 \$	Comptabilisation de ces titres à la juste valeur
Actifs d'impôts futurs (autres actifs)	(369)\$	Comptabilisation des impôts futurs sur les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu
Bénéfices non répartis	(61)\$	Incidence après impôts de l'adoption des nouvelles normes sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis
Cumul des autres éléments du résultat étendu	683 \$	Incidence après impôts liée aux gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie

#### i) *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*

Les nouvelles normes exigent que tous les actifs et passifs financiers soient comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui sont comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont désignés dès leur constatation initiale comme étant détenus à des fins de transaction : les prêts et créances, les titres détenus jusqu'à leur échéance et les passifs financiers non détenus aux fins de transaction. Malgré l'adoption de ces nouvelles normes comptables, les méthodes utilisées par la Banque pour évaluer la juste valeur des instruments financiers sont demeurées les mêmes.

Les normes exigent que les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente soient comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des résultats. La Banque a classé tous ses titres de placement au 1<sup>er</sup> novembre 2006 au poste des titres disponibles à la vente, de sorte que les gains et les pertes non réalisés sur ces titres sont inscrits de manière conforme aux exigences. Les titres de participation disponibles à la vente qui n'ont pas de prix de marché continueront d'être comptabilisés au coût, leur juste valeur ne pouvant être évaluée avec précision. Les gains nets réalisés sur les titres de participation disponibles à la vente qui

n'avaient pas de prix de marché s'établissaient respectivement à 88 millions de dollars et à 187 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007. Les titres disponibles à la vente doivent néanmoins continuer à faire l'objet d'un examen régulier visant à déterminer s'ils ont subi une moins-value durable. S'il est démontré que le titre a subi une moins-value durable, celui-ci est ramené à sa juste valeur. L'incidence de la modification de convention comptable visant la moins-value durable n'est pas importante. La Banque comptabilise l'achat et la vente de titres selon le principe de comptabilisation à la date de transaction tant pour le bilan consolidé que pour l'état consolidé des résultats.

Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction continueront d'être comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Tous les instruments dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, sont désormais inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé, ce qui touche essentiellement les instruments dérivés désignés aux fins de la gestion d'actifs et de passifs qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture, lesquels étaient auparavant comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces dérivés de couverture sont maintenant comptabilisés dans les autres actifs

et les autres passifs. De plus, aux termes des nouvelles normes comptables, les gains ou les pertes réalisés sur les instruments dérivés au moment de la conclusion du contrat ne seront plus constatés lorsque l'évaluation dépend de données du marché non observables. Dans pareilles circonstances, le gain ou la perte réalisé au moment de la conclusion du contrat sera reporté sur la durée de vie du contrat connexe ou jusqu'à ce que les données d'évaluation soient observables.

Aux termes des nouvelles exigences, un passif sera constaté pour tenir compte de la juste valeur de l'obligation prise en charge à la constitution de certaines garanties. Les garanties ainsi visées comprennent les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les améliorations des termes de crédit et d'autres contrats similaires. La juste valeur de l'obligation au moment de la constitution de la garantie est généralement fondée sur les flux de trésorerie actualisés de la prime devant être reçue, ce qui engendre un actif correspondant. La Banque a inscrit une hausse de 78 millions de dollars dans les autres passifs au 1<sup>er</sup> novembre 2006 ainsi qu'une hausse correspondante dans les autres actifs relativement à ces garanties.

La convention comptable de la Banque consiste à capitaliser les coûts d'opération liés aux actifs financiers et aux passifs financiers non détenus à des fins de transaction et, s'il y a lieu, à constater ces coûts dans le revenu d'intérêts net sur la durée de vie prévue de l'instrument.

#### *Éléments détenus à des fins de transaction*

Aux termes des nouvelles normes comptables, la Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction.

Les opérations de transaction de la Banque visent les dérivés de crédit destinés aux clients. La Banque peut acheter le(s) prêt(s) sous-jacent(s) d'un tiers pour couvrir économiquement son exposition au risque inhérent aux dérivés. En désignant ces prêts comme étant destinés à des fins de transaction, les variations de la juste valeur seront comptabilisées dans les résultats, tout comme les variations de la juste valeur des dérivés. Par conséquent, la Banque atténue de manière importante ou élimine la non-concordance comptable des deux instruments. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'élevait à 4,4 milliards de dollars et à 3,3 milliards de dollars respectivement au 31 juillet 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006. Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2007 correspondaient respectivement à une perte de 82 millions de dollars (un gain de 94 millions de dollars au 30 avril 2007) et à un gain de 122 millions de dollars. Ces variations de la juste valeur ont été en partie contrebalancées par la variation de la juste valeur des instruments dérivés connexes.

Les opérations de transaction de la Banque comprennent l'achat d'actifs liés à des prêts dans des portefeuilles expressément autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts négociés est fondée sur les prix du marché et elle s'élevait à 173 millions de dollars et à 164 millions de dollars respectivement au 31 juillet 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006. La variation de la juste valeur qui a été inscrite dans le revenu de transaction au cours du trimestre correspondait à une perte de 1 million de dollars (un gain de 4 millions de dollars au 30 avril 2007). La variation

de la juste valeur qui a été constatée dans le revenu de transaction pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 représentait un gain de 8 millions de dollars.

La Banque a désigné certains passifs au titre de billets de dépôt assortis d'options de prorogation comme étant détenus à des fins de transaction afin d'atténuer de manière importante la non-concordance comptable entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au titre de billets de dépôt, y compris l'option de prorogation, est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus, en fonction des taux courants offerts sur le marché pour des instruments similaires. La juste valeur de ces passifs s'est établie à 829 millions de dollars et à 785 millions de dollars respectivement au 31 juillet 2007 et au 1<sup>er</sup> novembre 2006.

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu d'intérêts net tiré de ces passifs au titre de billets de dépôt correspondaient respectivement à un gain de 14 millions de dollars (une perte de 1 million de dollars au 30 avril 2007) et à un gain de 15 millions de dollars. Les variations de la juste valeur sont attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché; par conséquent, aucune variation de la juste valeur n'était attribuable au risque de crédit. Ces variations de la juste valeur ont été en grande partie compensées par la variation de la juste valeur des instruments dérivés connexes.

#### *ii) Couvertures*

Les critères précisant à quel moment un instrument dérivé peut être comptabilisé à titre de couverture n'ont pas changé de manière importante. Il existe trois types de couvertures : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net. Auparavant, les dérivés qui répondaient aux critères de la comptabilité de couverture étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs liés à des dépôts et les débentures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où il est efficace, jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs liés à des dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des douze prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait correspondre à un gain net d'environ 48 millions de dollars (après impôts). Au 31 juillet 2007, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à sept ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture, dans la mesure où il est efficace, est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et inscrite dans le revenu d'intérêts net de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. Auparavant, l'inefficacité d'une couverture était généralement constatée dans l'état consolidé des résultats sur la durée de vie de la relation de couverture. Au cours du trimestre, la Banque a inscrit un gain de 1 million de dollars (une perte de 6 millions de dollars au 30 avril 2007), qui comprend une perte de 1 million de dollars (une perte de 5 millions de dollars au 30 avril 2007), en rapport avec ses couvertures de flux de trésorerie, en raison de la tranche inefficace des couvertures désignées.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, la Banque a constaté un gain de 7 millions de dollars, dont une tranche de 3 millions de dollars a trait aux couvertures de flux de trésorerie. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée résiduelle de la

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2007 et pour la période terminée à cette date et des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et les neuf mois terminés à cette date se présentent comme suit :

#### Cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux dates indiquées et pour les neuf mois terminés à ces dates						
	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	<b>Solde de fermeture</b>	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
	31 octobre 2006	1 <sup>er</sup> novembre 2006		<b>31 juillet 2007</b>	31 octobre 2005	31 juillet 2006	
Pertes de change non réalisées, déduction faite des activités de couverture	(2 321)\$	-\$	(531)\$	<b>(2 852)\$<sup>1)</sup></b>	(1 961)\$	(336)\$	(2 297)\$ <sup>1)</sup>
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	-	706	(81)	<b>625</b> <sup>2)</sup>	-	-	-
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	-	(23)	139	<b>116</b> <sup>3)</sup>	-	-	-
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(2 321)\$</b>	<b>683 \$</b>	<b>(473)\$</b>	<b>(2 111)\$</b>	<b>(1 961)\$</b>	<b>(336)\$</b>	<b>(2 297)\$</b>

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 355 \$. Le solde, au 31 juillet 2007, comprend les pertes non réalisées (après impôts) de 200 \$ sur les titres disponibles à la vente.

3) Déduction faite d'une charge d'impôts de 57 \$.

couverture initiale ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a entraîné aucun changement important aux politiques de gestion du risque de la Banque, ni à ses activités de couverture.

#### iii) Résultat étendu

Un nouvel état, soit l'état du résultat étendu, fait maintenant partie des états financiers consolidés de la Banque. Il présente le bénéfice net ainsi que les autres éléments du résultat étendu de la période considérée.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est présenté comme une composante distincte des capitaux propres. L'état consolidé du résultat étendu reflète les variations du cumul des autres éléments du résultat étendu, notamment les variations des gains et des pertes non réalisés sur les actifs désignés comme disponibles à la vente ainsi que les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, dans la mesure où ils sont efficaces. Les montants non réalisés liés à la conversion des devises découlant des établissements étrangers autonomes et l'incidence de toute couverture connexe, auparavant comptabilisés séparément dans l'état consolidé de la variation des capitaux propres, font maintenant partie du cumul des autres éléments du résultat étendu.

## Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit fait état des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007 <sup>6)</sup>	31 juillet 2006
<b>Variation nette des gains (pertes) de change non réalisé(e)s</b>				
Gains (pertes) de change non réalisé(e)s <sup>1)</sup>	(742)\$	256 \$	(859)\$	(519)\$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes <sup>1)</sup>	277	(95)	328	183
	(465)	161	(531)	(336)
<b>Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente</b>				
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente <sup>2)</sup>	(118)	–	23	–
Reclassement des gains nets au bénéfice net <sup>3)</sup>	(28)	–	(104)	–
	(146)	–	(81)	–
<b>Variation nette des gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie</b>				
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie <sup>4)</sup>	(129)	–	5	–
Reclassement des pertes nettes au bénéfice net <sup>5)</sup>	226	–	134	–
	97	–	139	–
Autres éléments du résultat étendu	(514)\$	161 \$	(473)\$	(336)\$

1) Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une économie d'impôts de 56 \$ et d'une charge d'impôts de 26\$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

3) Déduction faite d'économies d'impôts de 17 \$ et de 54 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

4) Déduction faite d'une économie d'impôts de 64 \$ et d'une charge d'impôts de 3 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

5) Déduction faite de charges d'impôts de 113 \$ et de 67 \$, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007.

6) Les sommes du premier trimestre prises en compte dans ces montants ont été reclassées pour correspondre à la présentation de la période en cours.

## Modifications apportées au cours de l'exercice précédent

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, la Banque a adopté de manière anticipée les dispositions d'un abrégé de l'ICCA traitant de la comptabilisation de la rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits. Cet abrégé exige i) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés admissibles à la retraite à la date d'attribution soient entièrement constatés à la date d'attribution et ii) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés qui auront droit de prendre leur retraite au cours du délai d'acquisition des droits soient constatés au cours de la période se situant entre la date d'attribution et la date

d'admissibilité à la retraite. Auparavant, ces coûts étaient constatés par la Banque sur le délai d'acquisition des droits.

La Banque n'a pas retraité le bénéfice net de l'un ou l'autre des trimestres antérieurs à la suite de l'adoption de cette modification de convention comptable puisque celle-ci n'avait aucune incidence importante sur les résultats des trimestres ou des exercices antérieurs. Elle a inscrit un ajustement de 25 millions de dollars (déduction faite d'une économie d'impôts de 13 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2006 pour tenir compte de l'effet cumulatif de cette modification de convention comptable sur les exercices antérieurs.

## 2. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 20 %, à une marge excédentaire de 0,8 % et à un taux d'actualisation de 4,8 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007
Produit net en espèces <sup>1)</sup>	1 321 \$	595 \$	683 \$	2 764 \$
Droits conservés	28	17	16	77
Passif de gestion conservé	(9)	(4)	(5)	(20)
	1 340	608	694	2 821
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	1 351	605	699	2 817
Gain net sur la cession	(11) \$	3 \$	(5)\$	4 \$
				3 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque de 1 008 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 (182 \$ au 30 avril 2007 et 661 \$ au 31 juillet 2006) et de 1 716 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 (1 175 \$ au 31 juillet 2006). Au 31 juillet 2007, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 3 336 \$, et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

### 3. Provision pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Solde au début de la période	<b>2 516 \$</b>	2 631 \$	2 717 \$	<b>2 618 \$</b>	2 475 \$
Radiations	(179)	(136)	(142)	(483)	(393)
Recouvrements	38	64	50	137	145
Dotation à la provision pour pertes sur créances <sup>4)</sup>	92	20	74	175	184
Autres, y compris l'écart de conversion	(34)	(63)	7	(14)	295
Solde à la fin de la période <sup>1) 2) 3)</sup>	<b>2 433 \$</b>	2 516 \$	2 706 \$	<b>2 433 \$</b>	2 706 \$

1) Au 31 juillet 2007, comprend un montant de 53 \$ au titre des provisions générales et spécifiques liées aux acquisitions de nouvelles filiales (43 \$ au 30 avril 2007, 342 \$ au 31 juillet 2006), lequel pourrait changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 31 juillet 2007, un montant de 10 \$ a été inscrit dans les autres passifs (11 \$ au 30 avril 2007, 11 \$ au 31 juillet 2006).

3) Au 31 juillet 2007, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 298 \$ (1 298 \$ au 30 avril 2007, 1 330 \$ au 31 juillet 2006).

4) Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, déduction faite d'une réduction d'un montant nul et d'un montant de 25 \$, respectivement, de la provision générale.

### 4. Entités à détenteurs de droits variables

Le 30 avril 2007, l'un des fonds multicédants gérés par la Banque a émis un billet de second rang à un tiers non apparenté qui assumera la majeure partie des pertes prévues. Il a été établi que la Banque n'en était plus le principal bénéficiaire. De ce fait, l'entité à détenteurs de droits variables («EDDV») a cessé d'être prise en compte dans le bilan consolidé de la Banque au

30 avril 2007, ce qui, à la date de déconsolidation, a entraîné une diminution de 7 milliards de dollars tant des titres disponibles à la vente que des autres passifs, ainsi qu'une hausse nette de 8 milliards de dollars des garanties et autres engagements indirects.

### 5. Débentures subordonnées

Le 16 juillet 2007, la Banque a remboursé la totalité de ses débentures subordonnées à 6,25 %, d'une valeur de

500 millions de dollars et échéant en juillet 2012, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus à cette date.

### 6. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités en vue de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2006. L'offre se terminera le 11 janvier 2008 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, la Banque a racheté 7,7 millions d'actions ordinaires au coût moyen de 51,47 \$ par action. Dans les neuf mois terminés le 31 juillet 2007, elle a racheté 12 millions d'actions ordinaires au coût moyen de 52,21 \$ par action.

#### Nouvelles émissions

Au cours du deuxième trimestre de 2007, la Banque a émis des actions privilégiées de série 15 à dividende non cumulatif d'une valeur de 345 millions de dollars, soit 13,8 millions d'actions. Une première tranche de 12 millions d'actions a été émise le 5 avril 2007, alors que l'émission d'une seconde tranche de 1,8 million d'actions a été réalisée le 17 avril 2007. Les actions privilégiées de série 15 donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action. Le dividende initial, versé le 27 juillet 2007, s'est chiffré à 0,34829 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à compter du 27 juillet 2012

organismes de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à compter du 27 juillet 2012 moyennant un paiement de 25,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 27 juillet 2016. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

Au cours du premier trimestre de 2007, la Banque a émis des actions privilégiées de série 14 à dividende non cumulatif d'une valeur de 345 millions de dollars, soit 13,8 millions d'actions. Les actions privilégiées de série 14 donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action. Le dividende initial, versé le 26 avril 2007, s'est chiffré à 0,28356 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, les actions peuvent être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2012 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 27 avril 2016. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

## 7. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les neuf mois terminés les	
	<b>31 juillet 2007</b>	30 avril 2007	31 juillet 2006	<b>31 juillet 2007</b>	31 juillet 2006
<b>Charges au titre des prestations</b>					
Régimes de retraite	<b>5 \$</b>	7 \$	18 \$	<b>21 \$</b>	64 \$
Autres régimes	<b>30</b>	30	31	<b>90</b>	94
	<b>35 \$</b>	37 \$	49 \$	<b>111 \$</b>	158 \$

1) *D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.*

## 8. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grands secteurs d'exploitation, à savoir : Réseau

canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 12 à 16.

## 9. Acquisitions

Le 19 juillet 2007, la Banque a obtenu des organismes de réglementation de la Thaïlande et du Canada les autorisations requises et a mené à terme l'acquisition d'une participation de 24,99 % dans Thanachart Bank en contrepartie d'environ 225 millions de dollars. Cette participation sera comptabilisée à la valeur de consolidation.

Au cours du quatrième trimestre de 2006, la Banque a réalisé l'acquisition de Corporacion Interfin, société mère de Banco Interfin au Costa Rica, pour la somme de 325 millions de

dollars. Le total des actifs au moment de l'acquisition se chiffrait à environ 1,6 milliard de dollars, la majeure partie des actifs étant des prêts. Au premier trimestre, le total estimatif de l'écart d'acquisition de 247 millions de dollars et les autres actifs incorporels de 35 millions de dollars ont été inscrits au bilan consolidé. Ces montants pourraient être ajustés puisque la Banque n'a pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## 10. Événement postérieur à la date du bilan

Le 9 août 2007, la Société de placement hypothécaire Scotia, filiale en propriété exclusive de la Banque, a annoncé qu'elle entendait racheter la totalité de ses 250 000 actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif («Scotia BOOMS»)

le 31 octobre 2007. Les actions privilégiées Scotia BOOMS sont prises en compte dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres de la Banque figurant au bilan consolidé.

**Service de dépôt direct**

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

**Régime de dividendes et d'achat d'actions**

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

**Dates de paiement des dividendes pour 2007**

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

<b>Date de clôture des registres</b>	<b>Date de paiement</b>
2 janvier	29 janvier
3 avril	26 avril
3 juillet	27 juillet
2 octobre	29 octobre

**RENSEIGNEMENTS****Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-5982  
Télécopieur : 416-866-7867  
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

**Médias**

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925  
Télécopieur : 416-866-4988  
Courriel : corpaff@scotiabank.com

**Actionnaires**

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-877-982-8767  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
Courriel : service@computershare.com

**Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2007**

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2007 aura lieu à Edmonton (Alberta) à 10 h 00, heure des Rocheuses, le mardi 4 mars 2008.

**Envoi de documents en plusieurs exemplaires**

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez écrire à l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

**Site Web**

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web, à l'adresse [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

**Conférence téléphonique et diffusion sur le Web**

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 28 août 2007 à compter de 15 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7571 (numéro sans frais) de 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien «Relations avec les investisseurs» du site [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com).

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 28 août au 11 septembre 2007, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21242750, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

**Actionnaires (suite)**

Coagent de transfert (États-Unis)  
Computershare Trust Company N.A.  
350 Indiana Street  
Golden, Colorado 80401 U.S.A.  
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza  
44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-4790  
Télécopieur : 416-866-4048  
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

**Quarterly Reports available in English**

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



**Recyclé**  
Contribute à l'utilisation responsable  
des ressources forestières

Cert no. SW-COC-1383  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org)  
© 1996 Forest Stewardship Council